

6 juillet 1972 | Thomas Ferenczi

La démission du Premier ministre

Trois années à l'hôtel Matignon

De la confiance à la méfiance

Lorsque M. Chaban-Delmas fut nommé Premier ministre par le président de la République, le 20 juin 1969, il apparaissait comme l'homme de la situation. Il convenait évidemment – ce qui était bien la moindre des choses – à M. Pompidou qu'il avait pris l'habitude de recevoir chaque semaine, alors que celui-ci était Premier ministre, à l'hôtel de Lassay, en compagnie des autres « barons » du régime et qu'il avait su convaincre de ses qualités de dynamisme et d'audace, tenues pour complémentaires par le chef de l'État, de ses propres vertus de solidité et de prudence.

Il donnait satisfaction, en second lieu, aux états-majors politiques qu'il avait appris à bien connaître et à bien écouter comme président de l'Assemblée nationale : les gaullistes « historiques » étaient fiers de ce résistant de la première heure, compagnon de la Libération, général à vingt-sept ans, apprécié – on le sait aujourd'hui – du général de Gaulle ; les gaullistes « libéraux » étaient rassurés par l'esprit d'ouverture et de conciliation dont le Premier ministre avait fait preuve tout au long de la V^e République et la réputation de réformateur que son passé de « radical », ses liens avec M. Mendès France, ses prises de position lui avaient valu ; les « technocrates » voyaient en lui le maire de Bordeaux, administrateur sérieux et efficace, et l'homme capable de s'entourer de collaborateurs compétents ; les centristes ralliés, enfin, ne pouvaient oublier en M. Chaban-Delmas ni le politique avisé, issu de la IV^e, dont ils n'auraient pas à redouter les exclusives, ni l'Européen convaincu, dont ils n'auraient pas à craindre les anathèmes.

Troisième interlocuteur : l'opinion publique. M. Chaban-Delmas ne pouvait que la séduire aussi bien par son apparence physique (malgré sa voix, qui devait le desservir) que par sa légende, militaire d'abord, sportive ensuite. Son « image de marque », nourrie par sa propre histoire, faite d'aventures et de succès, était celle de l'homme qui réussit, dissimulant une grande ténacité sous une apparente aisance et une énergie farouche sous une souplesse de façade.

L'homme était sans doute le seul à pouvoir répondre aux attentes de ces trois publics – le président de la République, les partis, l'opinion –, c'est-à-dire aux exigences de la situation. Celle-ci a-t-elle changé ou l'homme a-t-il évolué ? Les deux peut-être.

Il est apparu au fil des mois qu'il devenait de plus en plus difficile de concilier les trois exigences : M. Pompidou, qui attendait de son Premier ministre qu'il se mît en avant, mais non pas devant lui, tendit à lui imposer de plus en plus sa volonté ; dès lors, l'opinion, qui le souhaitait actif, risquait de le juger trop effacé ; quant aux partis où l'aile conservatrice pesait d'un poids toujours plus lourd, ils n'entendaient se satisfaire ni de sa relative passivité ni de ses quelques initiatives, jugées contraires, l'une comme les autres, à l'autorité qu'ils lui demandaient d'exercer.

Le partage des tâches

La première face du trièdre – celle des relations avec le président de la République – est d'abord la plus sûre. Les deux hommes, qui engagent en juin 1969 une collaboration confiante, affrontent ensemble l'échéance monétaire de la dévaluation du franc, puis l'obstacle politique du plan de redressement.

Quelques craquements se font pourtant entendre à la rentrée, quand les nécessités de l'action viennent mettre à l'épreuve les belles résolutions. Le Premier ministre, que ses onze années de présence au « perchoir » du Palais-Bourbon ont tenu éloigné des affaires, n'est pas encore tout à fait en mesure d'assimiler des dossiers que le chef de l'État, au pouvoir depuis sept ans, possède pleinement : aussi celui-ci est-il quelque peu irrité et déçu par la lenteur avec laquelle M. Chaban-Delmas – dont il n'ignore pas pour autant la grande capacité de travail – vient à bout des problèmes. De plus, les premières frictions apparaissent entre les deux cabinets : entre l'équipe profondément réformatrice, enthousiaste et parfois brouillonne qu'anime à l'hôtel Matignon M. Simon Nora, ancien collaborateur de M. Mendès France, et le groupe de conseillers qui s'entend à donner du palais de l'Élysée une image plus raisonnable et plus pondérée, des heurts devaient surgir.

Le climat s'améliore au cours de l'hiver 1969-1970 : les premières divergences sont surmontées, les institutions se rôdent, les premiers succès de la « politique contractuelle », et les bons résultats du plan de redressement, qui font taire les contestations au sein de la majorité et qui restaurent dans l'opinion l'image du Premier ministre, rétablissent pour un temps l'harmonie. C'est le moment

-- significatif -- que choisit M. Chaban-Delmas pour rappeler, le 18 décembre, devant le groupe UDR de l'Assemblée, que « l'homme prééminent est à l'Élysée ». L'entente est à ce prix. Le partage des tâches est clairement établi entre les deux pouvoirs : au Premier ministre le soin d'assurer la marche vers la « nouvelle société » ; au président de la République... le reste.

Mais les choses vont se précipiter : la première crise de confiance sérieuse entre les deux premiers personnages de l'État éclate au printemps 1970. L'UDR a fait à M. Chaban-Delmas un fort mauvais accueil au Conseil national de Versailles et l'a opposé ouvertement au Président. À l'occasion de la troisième conférence de presse de son septennat, le 2 juillet, qui fait suite à la réunion de l'UDR, ce dernier n'hésite pas à se démarquer, pour la première fois, de son Premier ministre. Déjà, en avril, M. Pompidou n'avait pas craint de désavouer M. Roger Frey, qui, à l'occasion du congrès de l'UJP, avait lancé à Royan un appel à l'ouverture : M. Chaban-Delmas avait gardé le silence, mais la réplique de M. Pompidou n'en sonnait pas moins comme un avertissement.

En juin, il s'était affirmé avec force comme le chef de la majorité, précisant : « L'autorité du président de la République garantit la durée gouvernementale et l'unité de direction. » Cette fois, le président de la République devait dire sans ambages : « J'attache plus d'importance à l'homme qu'à la société et à la place de l'homme dans la société qu'à la forme même de la société. »

Toutefois, le nouveau partage des pouvoirs était confirmé et même accentué : le Premier ministre reconnaissait sa soumission au président de la République. L'ajournement des projets de réforme régionale, en septembre, à la demande du chef de l'État, la déclaration de politique générale en octobre devant l'Assemblée nationale, au cours de laquelle M. Chaban-Delmas traitait de « triste sire » le Premier ministre, quel qu'il fût, qui envisagerait de se maintenir contre la volonté du président, le remaniement de janvier 1971 qui portait, de l'avis des observateurs, la marque de M. Pompidou, soulignaient cette tendance. Il n'est pas exclu que la mort du général de Gaulle, en novembre 1970, ait contribué à rendre possible cette montée du président de la République en première ligne.

Cependant, le printemps 1971 va mettre à nouveau en lumière l'opposition entre le Premier ministre et le chef de l'État : celle-ci ne se démentira plus. Tour à tour l'aval donné en apparence par M. Pompidou aux vigoureuses attaques portées par le nouveau secrétaire général de l'UDR, M. René Tomasini, contre le Premier ministre en février, la volonté du président de la République de reprendre personnellement l'initiative au lendemain des élections municipales, le congrès de Strasbourg, en novembre, où M. Jacques Chirac, dont on sait les liens avec M. Pompidou, se pose en rival du Premier ministre, sont le signe d'une

tension persistante. Elle aboutit à la crise larvée de mai 1972, après que les « scandales » ont mis à l'épreuve la solidarité de l'équipe dirigeante.

Impatience ou calcul ? On n'a pas oublié comment le Premier ministre se résolut à forcer la main de M. Pompidou pour obtenir de poser aux députés la « question de confiance ». On se souvient aussi de la manière dont le président de la République parut déposséder M. Chaban-Delmas du dossier de l'ORTF.

Le Premier ministre fut-il tenté, dans cette nouvelle phase de ses relations avec M. Pompidou, de jouer le Parlement contre le chef de l'État ? Ce n'était pas la première fois qu'il tentait, par un vote de confiance, d'assurer son autorité sur les députés. À trois reprises déjà, en septembre 1969, en octobre 1970, et en avril 1971 (dans ce dernier cas, une motion de censure avait été déposée), M. Chaban-Delmas avait rétabli la cohésion de la majorité. Celle-ci en avait bien besoin. Combattu hors de sa propre formation par M. Michel Poniatowski, au nom des républicains indépendants, le Premier ministre n'a cessé d'être contesté au sein même de l'UDR. Dès l'automne 1969, les journées parlementaires d'Amboise, au lendemain de la dévaluation, sont marquées par un certain désenchantement : le vote de confiance ne met pas fin au trouble et à la déception des élus. Après une période d'accalmie au début de l'hiver, l'agitation universitaire, la contestation des commerçants, la libéralisation de l'ORTF, mécontentent l'UDR. M. Chaban-Delmas est proprement « chahuté » au conseil national de Versailles, en juin 1970 : les relations sont au plus bas entre la première formation de la majorité et le chef du gouvernement. Celui-ci doit lancer un appel à ses amis : « Il faut, dit-il, que la méfiance soit dissipée entre nous. »

Il ne sera guère entendu. Si son succès contre M. Servan-Schreiber, en septembre, à Bordeaux, désarme pour un temps ses opposants, l'année 1971 sera celle de la « morosité », selon un mot que lance le Premier ministre, le 6 avril, à l'Assemblée nationale, au cours d'une réunion du groupe UDR, et qu'il reprend à la tribune le 20. Les déclarations de M. René Tomasini, qui a mis en cause, moins de deux mois auparavant la politique de libéralisation à l'ORTF, menée par M. Chaban-Delmas, la démission de l'UDR de MM. Fouchet et Vendroux, les réactions qui ont suivi le médiocre résultat des élections municipales traduisent un climat de malaise et de mécontentement au sein de la majorité.

M. Alain Peyrefitte exprime cette méfiance ou, à tout le moins, cette vigilance nouvelle en déclarant au Premier ministre : « Nous vous suivrons, mais les yeux ouverts. » Les initiatives de M. Poniatowski, en août, ne font qu'accroître la

mauvaise humeur de l'UDR, qui reproche à M. Chaban-Delmas de tolérer, voire de favoriser par sa politique d'ouverture, ces incartades.

Le Premier ministre semblait pourtant remonter la pente, tel Sisyphe poussant infatigablement son rocher, le congrès de Strasbourg (en novembre) paraissait lui reconnaître enfin le rôle de chef de la majorité quand « l'affaire » des impôts, venant après les scandales financiers, le faisait à nouveau trébucher. Sa volonté affirmée devant le comité central de l'UDR, en mai, de « déchaîner les grandes orgues », puis sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée, enfin son intervention lors du débat sur la réforme de l'ORTF, laissaient sceptiques les députés, dont beaucoup réclamaient dès lors ouvertement son départ.

D'où vient que la belle unanimité des premiers mois s'est peu à peu effritée ? Il est de fait que le projet de « nouvelle société », énoncé par le Premier ministre dès le 26 juin 1969, développé à nouveau le 16 septembre à la tribune de l'Assemblée, n'était approuvé que du bout des lèvres par les élus de juin 1968, déjà peu satisfaits de « l'ouverture » permise par l'élection présidentielle. Des républicains indépendants il ne fallait guère attendre plus d'enthousiasme. Quant aux amis de M. Duhamel, leur poids parlementaire était fort réduit. À mesure que l'influence des éléments les plus conservateurs de l'UDR augmentait et que le président de la République paraissait arbitrer de plus en plus en leur faveur, M. Chaban-Delmas a vu s'accroître le décalage qui le séparait de sa majorité. La libéralisation de l'ORTF, le maintien de l'ordre, la politique de « concertation » ont servi d'abcès de fixation : en vérité, c'est toute une sensibilité qui s'est trouvée heurtée par les attitudes politiques de M. Chaban-Delmas.

Il est permis de supposer qu'en acceptant de diriger le premier gouvernement du septennat de M. Pompidou, M. Chaban-Delmas entendait en même temps acquérir dans l'opinion une « image de marque » favorable qui pourrait, le moment venu, le conduire à quelque « destin national ».

Le « destin national »

Les discours sur la « nouvelle société » dessinent les contours du personnage qui va, dès lors, déployer ses séductions sur trois registres, maniant tour à tour le charme, la conviction et l'autorité.

Homme de charme, il entend offrir à la télévision – notamment dans la première moitié de l'année 1970, où il multiplie les entretiens – le visage de la cordialité et de la simplicité.

Homme de progrès, il se montre partisan du dialogue et de l'ouverture. Il maintient cette position malgré les désordres et l'agitation qui se développent au début de l'année 1970.

Homme de responsabilité, il veut enfin se mettre en posture d'homme d'État. À cet égard, ses voyages officiels à l'étranger tendent à lui reconnaître une stature internationale.

Ces diverses initiatives atteignent-elles leur but ? Sans doute la popularité du Premier ministre connaît-elle des fortunes variées. En hausse à la fin de l'année 1969, elle est sérieusement entamée dans le courant de l'hiver, avant de se redresser à l'approche de l'été 1970. La « morosité » du printemps 1971 lui porte une nouvelle atteinte. C'est ensuite le développement des « scandales » : après avoir tenté d'effacer le mauvais effet laissé par les affaires immobilières, le Premier ministre est ensuite contraint de s'expliquer publiquement sur ses revenus et sur ses impôts.

À la télévision, le ton est plus grave, le propos plus autoritaire, le visage plus tendu, encore que M. Chaban-Delmas paraisse incapable de se débarrasser d'une certaine forme de désinvolture et de légèreté. Le tir était mal ajusté, puisque le Premier ministre est amené à compléter ses déclarations, deux jours après, par une interview au journal *Sud-Ouest*.

Aussi la cote de M. Chaban-Delmas connaît-elle un incontestable fléchissement. Est-elle pourtant aussi médiocre auprès de l'opinion publique qu'elle l'est auprès de la « classe politique » ? On constate que si les députés de la majorité persistent, malgré le vote de confiance, à manifester leur réserve à l'égard du chef du gouvernement, le pays, autant qu'on puisse en juger, ne paraît pas lui garder rancœur. Si ses relations avec le président de la République comme avec l'UDR se sont placées, tout au long de son mandat, sous le signe de l'inconstance, M. Chaban-Delmas peut encore sans doute, après son départ du gouvernement, jouer sa carte personnelle auprès de l'opinion.

8 juin 1976 | Jacques Fauvet

Conflits constitutionnels

Les deux têtes

La Constitution recèle deux germes de conflits, l'un qui est ancien et latent entre le Premier ministre et le président de la République, l'autre qui est plus aléatoire mais plus grave entre le Président et l'Assemblée nationale.

Le premier type de conflit est celui qui oppose, tôt ou tard, les deux têtes de l'exécutif, alors même qu'elles sont de la même famille d'esprit ; il résulte de l'interprétation qui a été donnée et de l'application qui a été faite dès l'origine de l'article 20 de la Constitution : qui « détermine et conduit la politique de la nation » ? Est-ce le gouvernement, comme le dit expressément le texte, et donc son chef, le Premier ministre ? Ou bien est-ce le président de la République, comme l'a voulu le général de Gaulle ?

Ce conflit a été illustré, dès la fin de la guerre d'Algérie, au printemps 1962, lorsque le Premier ministre de l'époque, M. Michel Debré, s'est opposé avec beaucoup de respect mais beaucoup de fermeté à la conception du général de Gaulle ; il estimait que, le drame algérien passé, le gouvernement devait retrouver et exercer pleinement sa fonction et puisque le régime avait franchi une étape – et quelle étape ! – il soutenait que, pour le sanctionner, il fallait consulter le pays et dissoudre l'Assemblée nationale. Le général de Gaulle estimait, au contraire, que, pour prendre un nouveau départ, il suffisait de changer le Premier ministre : ce qu'il fit en nommant son ancien directeur de cabinet, Georges Pompidou.

Ébahis, les députés jurèrent mais un peu tard que M. Debré avait été un bon défenseur de l'institution parlementaire.

En décidant six mois plus tard, à l'occasion de l'attentat du Petit-Clamart, que le président de la République serait désormais élu au suffrage universel, le général de Gaulle accentuait le risque du premier conflit et, on le verra, en créait un second : entre le Président et l'Assemblée.

Le premier type de conflit aurait été illustré pour la seconde fois en 1967, au lendemain des élections législatives, si M. Couve de Murville avait été élu député, puisque le général de Gaulle était résolu dès cette année-là à le nommer Premier ministre à la place de Georges Pompidou. Celui-ci entendait gouverner, au besoin contre l'Élysée, et il lui avait fallu des trésors de patience paysanne